Le patrimoine à Pékin, entre destruction et détournement

Les effets d'une gouvernance urbaine entrepreneuriale

Romain Felli, Lausanne

1 Vers une ville chinoise entrepreneuriale

D'un point de vue géographique, l'élément le plus frappant dans les mutations contemporaines de nos sociétés est assurément la marchandisation et la mise en concurrence des territoires. Le processus de mondialisation, particulièrement important depuis une dizaine d'années, marque une extension tant horizontale que verticale du mode de production capitaliste dans sa version «débridée» (Nagels 2000: 491), c'est-à-dire la conquête de nouveaux espaces d'une part et l'approfondissement des relations capitalistes dans les endroits où il était déjà présent, d'autre part. L'avènement des théories et des pratiques politiques néolibérales participent de cette extension, notamment en promouvant de nouvelles formes de gouvernance politique qui tendent à gérer le public sur les critères du privé.

Les espaces urbains sont les premiers réceptacles de ces changements, qu'ils les subissent, ou les produisent. Harvey (1989) a théorisé le passage d'une ville «gestionnaire» à une ville «entrepreneuriale» dans les sociétés capitalistes occidentales. Alors que la première vise à assurer un développement au service de ses habitants, la seconde tente d'entrer dans une compétition inter-villes avec des espaces voisins ou lointains. L'enjeu de cette compétition est d'attirer des populations ou activités économiques très spécifiques: contribuables aisés, touristes, entreprises à haute valeur ajoutée présentes dans des secteurs porteurs. Un tel territoire met alors en place des politiques publiques entrepreneuriales pour s'assurer une place de choix dans cette compétition. Il apparaît qu'aujourd'hui aucun espace ne peut s'affranchir de l'entrée dans cette compétition, s'il veut garder un semblant d'existence.

Le développement généralisé de cette mise en concurrence des territoires produit une restructuration à l'échelle de la planète: le délitement relatif des Etats-Nations et l'émergence de villes-régions globales (Scott 2001; Scott et al. 2001). Par ailleurs, les modalités de gestion entrepreneuriales produisent des effets sociaux négatifs, une polarisation forte des populations au sein d'espaces réduits, notamment comme suite au moins-disant fiscal induit par la compétition territoriale.

Un des traits marquants de cette compétition est l'avènement de la valorisation récréo-culturelle des territoires. Comme le notent Billen et al. (2002: 115), la valorisation des territoires:

> «renvoie aux diverses modalités d'intervention en matière d'aménagement ou de promotion qui visent à inventer localement de nouveaux usages du territoire dans l'espoir d'y attirer des investisseurs, consommateurs, touristes ou nouveaux résidents. Dans cette optique nouvelle, la valorisation s'assimile donc à un processus de marchandisation par lequel les décideurs locaux tentent d'augmenter la valeur d'échange du territoire qu'ils administrent. Elle s'inscrit pleinement dans la compétition territoriale entre villes.»

Si cette évolution a été observée, dans un premier temps, dans les pays capitalistes occidentaux, il apparaît aujourd'hui que c'est l'ensemble des territoires qui est touché par elle. La Chine, officiellement encore communiste, n'est pas la dernière à subir ces mutations. Depuis la mort de Mao et l'arrivée au pouvoir des «pragmatiques», incarnés par Deng Xiaoping, la Chine est entrée dans l'ère des réformes. L'introduction des mécanismes de marché, du «socialisme de marché», puis d'éléments proprement capitalistes, conduisent la Chine dans une transition économique, d'une économie planifiée à une économie capitaliste. Cette transition comporte d'énormes mutations sur tous les plans. Sont observables une dualisation de l'économie et une polarisation de la société, caractérisée par l'apparition de classes urbaines bourgeoises, de même qu'une restructuration territoriale. A Pékin, on parle déjà de «dualisation» socio-spatiale (Gu 1999; Hu & Kaplan 2001). Les villes, censées être des éléments «productifs» dans une économie planifiée deviennent soudainement des espaces de consommation (Kesteloot 1992). La morphologie urbaine s'en ressent fortement. Cela conduit à des mutations dans les systèmes de production et de consommation urbains. On assiste à un découplement du lieu de travail et du lieu d'habitat.

Cependant, la recherche en géographie urbaine relative à la Chine reste encore trop campée sur des outils hérités du passé, aptes à saisir la réalité communiste, mais incapables de rendre compte des transformations actuelles de la société (Yan 1995). Lin et Wei (2002: 1537; Wei & Lin 2002) en appellent donc à un agenda de recherche renouvelé, qui établisse des homologies entre les transformations récentes des sociétés occidentales et la transition économique en cours en Chine:

«In recent years, however, there is a growing recognition that, as China moves along the path of the market reforms and globalization, some theoretical and conceptual concerns in the mainstream litterature on cities under capitalism may be relevant to transformation of urban China in view of the profound processes underway in a changing and globalizing nation.»

Répondant à cette injonction, cet article se propose de montrer que les villes chinoises connaissent, à l'instar des villes capitalistes occidentales, une transition vers une forme entrepreneuriale de gouvernance urbaine, au fur et à mesure que les réformes économiques progressent (Wu 2000, 2002; Ng & Xu 2000; Sit 1995). Cette transition sera étudiée sous l'angle des transformations de la gestion du patrimoine à Pékin à partir de l'hypothèse selon laquelle, dans ce domaine, la valorisation récréo-culturelle du territoire se trouve exacerbée. Une polarisation sociale accrue en résulte.

L'enquête de terrain sur laquelle se base cet article a été effectuée en août 2002 à Pékin et a inclus la visite de nombreux sites, ainsi que des entretiens approfondis avec une quinzaine d'acteurs, officiels, architectes-urbanistes et universitaires.

2 Le patrimoine, entre destruction et détournement

Le patrimoine est un objet d'étude fuyant. Il n'y a pas de bâtiments, monuments, objets, pratiques, ou autres qui auraient des qualités intrinsèques (p.ex. historiques, culturelles) telles qu'ils devraient automatiquement être qualifiés de patrimoniaux. Au contraire, le patrimoine est une construction sociale: est patrimonial ce qu'une société historique désigne à un moment donné comme tel. Il est alors l'objet d'enjeux, de luttes de définition (Söderström 1992).

A fortiori, la Chine ne connaît pas la même tradition que l'Europe, par exemple, lorsqu'il s'agit de définir les objets patrimoniaux. Ce n'est pas tant que le patrimoine n'existe pas en Chine, mais plutôt qu'il existe différemment (Leys cité par Söderström 1992: 23). Toutefois, par des processus d'hybridation culturelle, apparaissent aujourd'hui à Pékin des zones de «protection du patrimoine» au sein de la vieille ville. Au-delà de la protection de quelques bâtiments historiques, ce sont des quartiers entiers qui sont désormais officiellement «zones protégées» par la municipalité de Pékin (Beijing Municipal City Planning Commission, BMCPC 2002). Contrairement aux périodes les plus sombres du communisme où il fallait faire table rase du passé, le centre ancien se trouve dorénavant considéré. Car, dans un contexte de concurrence interurbaine et de valorisation récréo-culturelle des territoires, être associé au «patrimoine» est un avantage comparatif important pour l'image d'une ville, en termes touristiques notamment. Ainsi, il peut sembler qu'une gestion entrepreneuriale visant à «patrimonialiser» certains quartiers, afin de les valoriser, puisse permettre une meilleure protection de ceux-ci dans un contexte de transition économique.

Nous tenterons de montrer qu'il n'en est rien. La gestion entrepreneuriale qui se développe aujourd'hui en Chine, à Pékin en particulier, menace au contraire gravement le patrimoine urbain (Photo 1). En fait le patrimoine est soumis à deux modalités qui l'altèrent irrémédiablement, d'abord sa destruction pure et simple, ensuite son détournement.

2.1 Destruction du patrimoine

La ville entrepreneuriale naissante en Chine nécessite beaucoup de place pour son développement. En premier lieu, il est nécessaire de trouver des terrains et des bâtiments pour accueillir les firmes, notamment à capitaux partiellement étrangers, qui s'installent afin de profiter du potentiel qu'offre le marché chinois en plein développement. Ces entreprises requièrent des implantations centrales. Il s'agit là d'une des premières causes de destruction du tissu urbain traditionnel du centre (Photo 2). Il existe bien sûr toutes sortes d'autres activités induites par ces développements, par exemple, l'accroissement du commerce de détail, en particulier sous la forme de centres commerciaux (Photo 3). Il en va de même pour des constructions de prestige, notamment à caractère culturel ou sportif. A Pékin, la construction du nouvel Opéra, dessiné par l'architecte français Paul Andreu, a nécessité l'expropriation et la destruction de tout un quartier à l'ouest de la place Tian An Men.

Les nouvelles formes que prend le logement urbain, de l'extension suburbaine à la formation de *gated communities*, sont en rupture avec la structure traditionnelle de la ville impériale ou communiste. Le développement de l'automobile nécessite une restructuration de la voirie urbaine. Les ruelles étroites, les *hutongs*, ne correspondent plus à un trafic désormais énorme. Les nouvelles artères de Pékin en construction ne s'intègrent pas à la forme originale de la ville, mais s'y surimposent avec une structure en damier.

Il s'agit là de formes relativement triviales de destruction du centre ancien, de passage d'une structure traditionnelle à la modernité capitaliste. Ne sont alors sauvés de ce type de développement que quelques îlots ou quartiers du centre de Pékin, désignés sous le terme de zones protégées.

2.2 Détournement du patrimoine

Or ces zones de protection, loin de préserver les quelques restes du patrimoine ancien, contribuent activement à sa disparition. Certes, la destruction pure et

Photo 1: Elimination de vieilles structures par le développement urbain moderne
Replacement of old structures by modern urban development
Verdrängung alter Strukturen durch moderne Stadtentwicklung
Photo: R. Felli

simple est spectaculaire, mais la disparition du patrimoine qui est censé être protégé est plus insidieuse. C'est pourquoi nous nommons cette pratique «détournement» du patrimoine. Le détournement est intimement lié à la valorisation récréo-culturelle, en particulier à vocation touristique, du centre ancien de la ville issue des politiques entrepreneuriales qui sont actuellement mises en place. Deux études de cas permettront de mieux en saisir les enjeux.

2.2.1 Dashilan

La zone de protection de Dashilan est située immédiatement au sud de la porte Qianmen qui marque l'extrémité sud de la place Tian An Men. Elle mesure 47.09 ha, dont 15.67 ha sont en zone de protection stricte et 31.42 ha sont en zone de contrôle. Sa caractéristique principale est une longue rue commerçante, Dazhalan. L'ensemble de la zone comporte (en 2000) 18 697 habitants dont 5300 en zone de protection et 13 397 en zone de contrôle.

La forme particulière, oblique, que prend la rue principale, et par extension, l'orientation du quartier, est quasi-unique à l'intérieur de la vieille ville de Pékin (Sit 1995: 50; Ma & Du 2001). De nombreux commerces se sont développés le long de cette chaussée et elle a gardé, aujourd'hui encore, sa fonction commerciale. Du point de vue des bâtiments historiques, pour lesquels le processus de préservation est engagé, outre ses commerces anciens et réputés, le quartier est également célèbre pour accueillir de nombreux hôtels et théâtres d'opéra de Pékin. Beaucoup de restaurants perpétuent cette tradition de quartier de divertissement. La proximité de l'ancienne gare de Pékin a aussi contribué à cette spécialisation du quartier. Même pendant les périodes les plus dures des années 1960-1979, il est resté relativement prospère. Enfin, on trouve de nombreux bâtiments qui accueillaient autrefois des «salons de thé», nom donné aux maisons de tolérance. Les bâtiments sont anciens et de relative bonne qualité, toutefois, comme ailleurs, les ajouts postérieurs ont transformé l'apparence originale. La zone de protection comprend 67 *hutongs*, qui pour la plupart sont restés en bonne condition. Les conditions de vie de la majorité de la population de ce quartier sont assez mauvaises du point de vue de l'habitat.

A la suite de son inclusion dans les zones protégées, ce quartier doit subir de nombreuses transformations qui font partie des modalités de préservation de sa structure traditionnelle. Toutefois, ce genre d'objectifs se traduit par des plans qui font finalement peu de cas de l'esprit des lieux, malgré leur nom de plans de préservation. Ainsi pour la zone de Dashilan, de nombreuses transformations ont été prévues.

L'idée principale de l'aménagement est de rendre ce quartier plus attirant pour le tourisme, en mettant en avant ses qualités historiques et récréatives (Photo 4). Il est prévu de développer les commerces de biens artisanaux (en éliminant le petit commerce de proximité); un *hutong* doit être transformé en rue des res-

Photo 2: Un *hutong* détruit dans une zone de préservation du patrimoine
Destroyed «hutong» in a protected historical area
Ein zerstörtes «hutong» in einer historischen Schutzzone
Photo: R. Felli

Photo 3: Un centre commercial sur l'emplacement de *hutongs* détruits
Commercial area built over destroyed «hutongs»
Geschäftszentrum auf dem Standort zerstörter «hutongs»
Photo: R. Felli

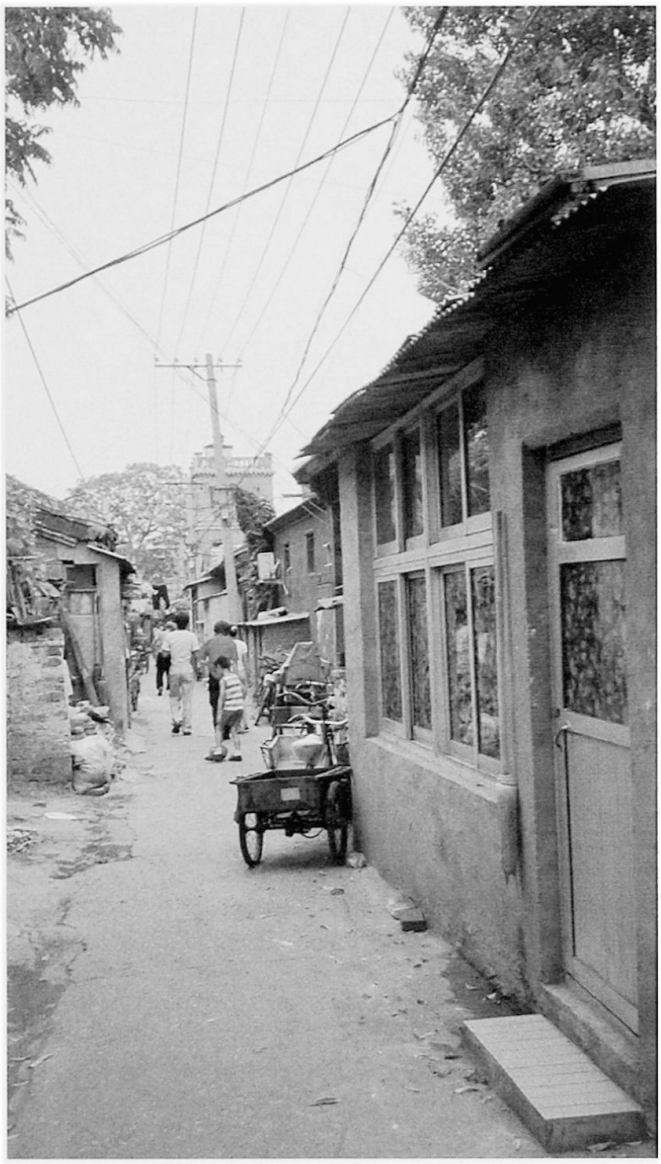

Photo 4: Des *hutongs* appelés à être remplacés par une zone touristique
«Hutongs» marked as touristic areas
Als Touristenzone vorgesehene «hutongs»
Photo: R. Felli

taurants; un autre en rue des commerces culturels. Par ailleurs, des aménagements sont prévus afin d'attirer des résidents issus de la bourgeoisie urbaine en création (Hu & Kaplan 2001). A cet effet, outre la création d'un parc au nord du quartier, le sud sera rasé aux deux tiers, afin de permettre la construction de maisons individuelles, aux formes rappelant celles des *siheyuans* (habitat traditionnel pékinois) ainsi détruits. Si les conceptions des aménageurs semblent éloignées de ce que l'on peut entendre par conservation du patrimoine, ce projet constitue néanmoins une approche particulièrement soucieuse de l'esprit des lieux. Le gouvernement local (du quartier de Xuanwu) pousse vers un usage plus directement commercial de la zone et y verrait bien l'extension des immenses centres commerciaux qui poussent déjà à ses abords.

D'une manière générale, des bâtiments nouveaux en style ancien sont construits, afin de redynamiser la zone et de la rendre plus touristique. Se mêlent ainsi une combinaison de façadisme et une création de *festival market place* à la chinoise, afin de plaire aux deux nouveaux publics-cibles des autorités pékinoises: les touristes et les classes aisées.

2.2.2 Nanchizi

Le quartier de Nanchizi borde immédiatement, à l'est, la Cité interdite et se termine au sud sur l'avenue Chang'an, à cinquante mètres de la place Tian An Men. Il s'agit donc d'un des quartiers dont le prix du sol, en système de marché libre, serait le plus élevé de la ville. Cette zone a été considérée comme la «zone cobaye» de Pékin en matière de protection du patrimoine.

A l'origine, ces quartiers à proximité immédiate de la Cité interdite servaient de lieux de logement pour les serviteurs de la Cour impériale et une bonne part de l'intendance y était regroupée. Au fur et à mesure du développement de la Cour, ces quartiers ont été occupés par des populations de milieu social plus élevé. A la révolution de 1911, ce sont des populations aisées de bourgeois qui y installèrent leurs quartiers. C'est là que fut construite la première université de Pékin. Toutefois, depuis la révolution maoïste de 1949, la fonction résidentielle du quartier n'est plus unique. On y a développé l'industrie, construit des usines mais aussi des services publics, des hôpitaux, des écoles. A l'instar de l'ensemble des autres zones du centre ancien, les conditions de vie se sont dégradées au cours de la période communiste. La surdensification, le manque d'entretien des bâtiments, les constructions informelles, la présence d'activités polluantes ont conduit à faire de ces quartiers des zones relativement populaires et typiques du centre ancien de la ville.

En 1990, on comptait environ 2000 habitants dans cette zone, dont l'essentiel était constitué de personnes âgées ayant résidé là toute leur vie, essentiellement issues de classes populaires: ouvriers ou fonctionnaires de base (Lü 1997). Depuis cette période, le niveau socio-économique du quartier a encore baissé du fait de l'affluence de «populations flottantes», travailleurs migrants illégaux d'origine rurale, dans l'habitat traditionnel délabré. Cette combinaison d'un tissu urbain ancien de qualité, mais très dégradé, avec des populations pauvres, dont une part importante se trouve dans l'illégalité, et une rente foncière potentiellement très élevée (proximité immédiate du centre) est la com-

Photo 5: Des *siheyuans* reconstruits de manière moderne à Nanchizi
Reconstructed historical «siheyuans» in Nanchizi
Rekonstruierte historische «siheyuans» in Nanchizi
Photo: R. Felli

binaison idéale pour le déploiement de politiques de préservation. A l'été 2002, le quartier a été rasé et ses habitants expulsés, officiellement vers la banlieue. Les rares personnes qui disposaient d'un titre de propriété ont été indemnisées par des sommes très faibles.

Ces démolitions devaient laisser la place à des opérations de préservation du patrimoine comme le sud du quartier en avait déjà connus. Après avoir rasé les authentiques *siheyuans*, de nouveaux ont été construits avec des techniques modernes (Photo 5). En fait de *siheyuans*, il s'agit de luxueuses maisons d'une taille supérieure à celle des bâtiments antérieurs, construites dans un style pseudo-vernaculaire et destinées à une population très aisée. L'ensemble de l'aménagement urbain a été revu dans un style authentique, afin de le rendre touristique. Non seulement la population résidente originale s'en est trouvée expulsée, mais en plus les bâtiments originels ont disparu et ont été remplacés par de mauvaises copies.

Le processus de préservation, tel que nous l'avons abordé dans cette partie, ne contribue donc pas à préserver les dispositions morphologiques du centre ancien de Pékin. Plutôt que d'être des espaces de continuité dans une ville en mutation, les zones de préservation sont porteuses de la même logique de changement que la ville entière. On peut affirmer qu'elles cristallisent les contradictions internes de ces mutations. Les politiques entrepreneuriales, qu'elles visent à attirer des entreprises ou à valoriser sur un mode récréo-culturel les territoires, ont donc, à Pékin, un impact fortement négatif sur le tissu historique du centre-ville. A terme, si aucun changement n'est fait dans le pilotage stratégique des mutations urbaines, c'est l'ensemble du patrimoine urbain qui est menacé, soit par la destruction, soit par le détournement.

3 Les habitants, victimes des transformations?

Au-delà du patrimoine, l'essentiel concerne, bien sûr, les habitants. Les politiques entrepreneuriales permettent-elles d'améliorer leurs conditions matérielles d'existence et leur cadre de vie? A l'instar du patrimoine, il apparaît malheureusement que non.

Les restructurations morphologiques ont un impact social. On ne détruit pas des pans entiers du centre ancien sans que cela ne se répercute sur ses habitants. Un des buts de la protection du patrimoine est d'abaisser les densités résidentielles des zones couvertes. Les plans de préservation incluent des calculs de densité optimale à atteindre à terme pour ces quartiers. Il s'agit de passer d'une situation actuelle où chaque habitant du centre dispose en moyenne de 11,5 m^2 de surface habitable (dans les quartiers plus dégradés, cette moyenne se situe plutôt autour de 5-10 m^2),

à un environnement d'environ 16,5 m² par personne (Beijing Municipal Institute of City Planning and Design, BMICPD 1992: 9). Cela se traduit par l'expulsion d'un tiers à une moitié des habitants de ces zones de protection. Par exemple pour Dashilan, ce seront 48% des habitants qui devront trouver un nouveau logement.

L'expropriation donne lieu à des compensations financières. Néanmoins, outre le fait que celles-ci sont relativement restreintes, elles sont surtout liées à la surface expropriée – or, pour la plupart des habitants cette surface se réduit à quelques mètres carrés, voire à rien. Car la plupart des habitations expropriées sont en fait des constructions illégales, c'est-à-dire des ajouts postérieurs faits aux bâtiments originaux dans un contexte de forte croissance urbaine (surtout après 1970). Les constructions illégales ne donnent lieu à aucune compensation. L'expropriation se solde donc par une perte nette pour la plupart de ces habitants (Zhang 1997).

Le relogement qui fait suite à l'expropriation est généralement situé en banlieue plus ou moins lointaine. Or l'équipement des banlieues laisse largement à désirer, que ce soit en termes d'infrastructures, de services publics ou d'emplois. De plus, le réseau de relation, extrêmement dense et important, tissé par les habitants au centre-ville, s'effondre dans les localisations périphériques. Le problème majeur est cependant l'éloignement du centre. Les transports publics sont encore loin d'être performants et cette population reléguée n'a pas toujours les moyens de s'offrir un véhicule privé. Le confort moderne (eau courante, augmentation de la superficie des logements) est certes un élément positif pour ces populations. Mais le gain en confort est largement contrebalancé par la perte en terme de localisation. Si la première génération à s'installer en banlieue y voit un avantage direct, les suivantes pourront légitimement avoir du ressentiment du fait de leur éloignement. En fait, il n'y a que les plus riches, c'est-à-dire les plus mobiles qui ont un véritable intérêt à une localisation périphérique. Or ce sont les plus pauvres qui sont expropriés et transférés en banlieue.

Néanmoins, le relogement, d'une partie au moins, des populations expulsées dans les quartiers protégés est un objectif affiché des autorités. Or des expériences similaires ont déjà été tentées. Dès lors que le marché immobilier devient libre, comme cela sera le cas après les transformations, les populations les plus pauvres sont inexorablement expulsées par le jeu de la hausse des rentes foncières. Le cas paradigmatique de cette situation se trouve dans le quartier du Ju'er Hutong à Pékin. A la fin des années 1980, des logements contemporains, mais dans des styles rappelant celui des *hutongs*, avaient été reconstruits en incorporant tous les standards d'espace, d'hygiène, et toutes les commodités modernes. Ces logements se sont révélés si bien faits que moins de 25% des habitants d'origine ont pu retourner sur les lieux, tant le prix s'était élevé (Casault et al. 1995: 245-265). Et la plupart de ces habitants d'origine qui ont malgré tout acheté un appartement dans cet ensemble en sont partis aujourd'hui, car ils profitent de louer leur appartement à plus riches qu'eux et engrangent ainsi un revenu supplémentaire (Abramson 1997: 71-75). Les populations en place, et avec elles les modes de vie traditionnels, disparaissent donc sous l'impulsion du processus de préservation.

4 Conclusion

Les mutations contemporaines du capitalisme à l'échelle mondiale et la marchandisation des territoires qui en découle s'appliquent également à la Chine. Les villes sont les espaces porteurs de ces transformations et en ressentent les effets avec d'autant plus d'acuité. Le patrimoine urbain de Pékin, que nous avons pris comme lieu d'observation pour cette étude, cristallise deux phénomènes. Premièrement, il est marqué par une profonde restructuration morphologique, qui conduit à des formes de destruction ou de détournement radical du patrimoine bâti, sous l'influence d'un urbanisme de valorisation touristique et résidentiel des territoires. Deuxièmement, il est le théâtre d'une restructuration sociale majeure. Les changements opérés se font au détriment des classes sociales les plus pauvres – soutiens traditionnels du régime chinois – et au profit des nouvelles élites bourgeoises urbaines, que le pouvoir cherche désormais à s'attacher. Ces espaces symboliques du centre ancien voient les perdants des mutations économiques laisser la place aux gagnants, témoignant d'un processus de reconquête du centre urbain par la bourgeoisie.

Néanmoins, ces transformations, si elles découlent de processus globaux, sont également le résultat de politiques voulues et décidées au niveau national et municipal. Le choix de rattacher la Chine à l'économie capitaliste est un fait acquis depuis Deng Xiaoping et explique largement les mutations économiques et sociales. Mais les formes spécifiques que prennent les transformations du patrimoine viennent de la volonté (nationale et municipale) de mener désormais une gouvernance urbaine entrepreneuriale, à forte composante de valorisation récréo-culturelle des territoires. Dans une optique de compétition internationale, les autorités ont choisi les publics auxquels s'adressent les réformes urbaines: la nouvelle bourgeoisie et les touristes. Les classes populaires et les plus démunis qui résidaient au centre de Pékin font les frais de ce choix,

dans leur expérience quotidienne du logement. Les tensions économiques, sociales et environnementales issues de cette gouvernance entrepreneuriale pourront-elles durer longtemps sans rupture majeure?

Bibliographie

ABRAMSON, D.B. (1997): «Marketization» and institutions in Chinese inner-city redevelopment. A commentary of LÜ JUNHUA's «Beijing's old and dilapidated housing renewal». – In: Cities 14, 2: 71-75.

BEIJING MUNICIPAL CITY PLANNING COMMISSION (BMCPC) (2002): Conservation planning of 25 historic areas in Beijing old city. – Pékin: Beijing Municipal City Planning Commission.

BEIJING MUNICIPAL INSTITUTE OF CITY PLANNING AND DESIGN (BMICPD) (1992): Beijing striding forward to the 21st century. – Pékin: Beijing Municipal Institute of City Planning and Design.

BILLEN, C., DECROLY, J.-M. & M. VAN CRIECKINGEN (2002): Les mutations contemporaines de la valorisation des territoires. – In: VANDERMOTTEN, C. (éd.): Le développement durable des territoires. – Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles: 113-130.

CASAULT, A., BHATT, V., COVO, D. & J. NAVARRETTE (1995): Les projets de reconstruction de quartiers à Pékin: Le cas de Huashi Xieje. – In: HENRIOT, C. (éd.): Les métropoles chinoises au XXème siècle. – Paris: Editions Arguments: 245-265.

GU, C. (1999): Social polarization and segregation phenomenon in Beijing. – In: AGUILAR, A.G. & I. ESCAMILLA (eds): Problems of megacities. Social inequalities, environmental risks and urban governance. – Mexico City: Institute of Geography, National Autonomous University of Mexico: 358-377.

HARVEY, D. (1989): From managerialism to entrepreneurialism. Transformation in urban governance in later capitalism. – In: Geografiska annaler B, 71: 3-17.

HU, X. & D.H. KAPLAN (2001): The emergence of affluence in Beijing. Residential social stratification in China's capital city. – In: Urban geography 22: 54-77.

KESTELOOT, C. (1992): Some spatial implications of socialist planned economies. – In: Acta geographica lovaniensia 33: 277-281.

LIN, G.C.S. & Y.H.D. WEI (2002): China's restless urban landscapes 1. New challenges for theoretical reconstruction. – In: Environment and planning A, 34, 9: 1535-1544.

LÜ, J. (1997): Beijing's old and dilapidated housing renewal. – In: Cities 14, 2 : 59-69.

MA, L. & L. DU (eds) (2001): QianMen. The front gate area. – Pékin: Urban Design Department, Beijing Municipal Institute of City Planning and Design.

NAGELS, J. (2000): Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique. – Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.

NG, M.K. & J. XU (2000): Development control in post-reform China. The case of Liuhua Lake Park, Guangzhou. – In: Cities 17, 6: 409-418.

SCOTT, A.J. (2001): Les régions et l'économie mondiale. La nouvelle géopolitique globale de la production et de la compétition économique. – Paris: L'Harmattan.

SCOTT, A.J., AGNEW, J., SOJA, E.W. & M. STORPER (2001): Global city-regions. – In: SCOTT, A.J. (ed.): Global city-regions. Trends, theory, policy. – Oxford: Oxford University Press: 11-33.

SIT, V.F.S. (1995): Beijing. The nature and planning of a Chinese capital city. – Chichester: John Wiley and Sons Ltd.

SÖDERSTRÖM, O. (1992): Les métamorphoses du patrimoine. Formes de conservation du construit et urbanité. – Thèse de doctorat de la Faculté des lettres, Institut de géographie, Université de Lausanne, Lausanne.

WEI, Y.H.D. & G.C.S. LIN (2002): China's restless urban landscapes 2. Socialist state, globalization and urban change. – In: Environment and planning A, 34: 1721-1724.

WU, F. (2000): Place promotion in Shangai, PRC. – In: Cities 17, 5: 349-361.

WU, F. (2002): China's changing urban governance in the transition towards a more market-oriented economy. – In: Urban studies 39, 7: 1071-1093.

YAN, X. (1995): Chinese urban geography since the late 1970's. – In: Urban geography 16, 6: 469-493.

ZHANG, J. (1997): Informal construction in Beijing's old neighborhoods. – In: Cities 14, 2: 85-94.

Résumé: Le patrimoine à Pékin, entre destruction et détournement. Les effets d'une gouvernance urbaine entrepreneuriale

Les transformations contemporaines du capitalisme mondial font désormais sentir leurs effets en Chine. La présente contribution vise à montrer, au travers de l'étude de la gestion du patrimoine bâti du centre de Pékin, les modalités de mise en œuvre d'une gouvernance urbaine entrepreneuriale. Elle prend en compte à la fois les transformations morphologiques et sociales de Pékin. Cette nouvelle gouvernance qui fonctionne notamment sur un mode de valorisation touristique des territoires et sur la prise en compte des intérêts de la nouvelle bourgeoisie urbaine, conduit à la destruction ou au détournement du patrimoine bâti. Les habitants les plus pauvres du centre ancien sont les premières victimes de ces politiques.

Summary: Building heritage in Beijing between destruction and abuse. The effects of entrepreneurial urban governance

The contemporary transformation of global capitalism is also beginning to have an effect on China. This article deals with the implementation of an entrepreneurial urban governance in Beijing, with particular attention paid to the management of heritage buildings in

the center of the city. It takes into account both the morphological and social transformation of Beijing. The new governance focuses on the valorization of the tourism potential of the old city and on the interests of the new urban bourgeoisie. As a result, the built heritage of Beijing is being destroyed or inappropriately utilized. The poorest inhabitants of the old center are the first victims of these policies.

Zusammenfassung: Das Erbe von Peking, zwischen Zerstörung und Missbrauch. Die Auswirkungen einer urbanen, unternehmerischen Governance
Die zeitgenössischen Veränderungen des weltweiten Kapitalismus wirken sich von jetzt an auch in China aus. Dieser Beitrag setzt sich zum Ziel, die Umsetzungmodalitäten einer urbanen, unternehmerischen Governance aufzuzeigen und zwar mittels einer Studie über die Verwaltung des baulichen Erbes des Zentrums Pekings. Er berücksichtigt gleichzeitig die morphologischen und sozialen Veränderungen Pekings. Diese neue Governance, welche sich vor allem durch die touristische Nutzung des Gebietes und die Berücksichtigung der Interessen der neuen, urbanen Bourgeoisie auszeichnet, führt zur Zerstörung und zum Missbrauch des baulichen Erbes. Die ärmsten Bewohner des ehemaligen Zentrums sind die ersten Opfer dieser Politik.

Romain Felli, géographe et politologue diplômé, Institut d'études politiques et internationales (IEPI), Université de Lausanne, Quartier Dorigny, Bâtiment Humense, CH-1015 Lausanne.
e-mail: romain.felli@unil.ch

Manuskripteingang/received/manuscrit entré le 23.9.2005
Annahme zum Druck/accepted for publication/accepté pour l'impression: 15.12.2005